

**Comité d'audit
Fiche de mission**

Date du document	2 Juin 2020
Rédacteur	Conseil d'Administration de CAMELEON
Date de mise à jour	

1. Composition

Conformément au Règlement intérieur de l'Association, le comité d'audit est composé de 3 membres :

- un administrateur,
- deux personnes extérieures à l'Association ou membres actifs n'appartenant pas au Conseil d'Administration, nommées par le Conseil d'Administration.

Le Président du comité d'audit est désigné par le Conseil d'Administration.

La participation au comité d'audit est bénévole.

2. Durée

Les membres du comité d'audit sont désignés pour une durée d'un an renouvelable.

3. Moyens mis à disposition

Le comité d'audit est garant du respect et de la bonne diffusion des règles internes et des lois.

Dans ce cadre, il dispose de moyens et de ressources adaptés. Il disposera de délais suffisants dans la mise à disposition des documents pour effectuer ses analyses et contrôles. Il est autorisé par le Conseil d'Administration à :

- examiner tout domaine entrant dans le champ de sa compétence,
- recevoir toutes les informations nécessaires à l'exercice de sa mission et se faire communiquer tous les documents qu'il estime nécessaire ou utile (notamment, et sans que cette liste ne soit exhaustive, le Règlement intérieur de l'Association, la charte de déontologie, le recueil des procédures, la cartographie des risques, le plan stratégique, les pièces comptables, les correspondances et les contrats justificatifs),
- interroger autant que nécessaire les administrateurs et le Directeur Général,
- alerter le Conseil d'Administration sur les éventuelles dérives constatées,
- recevoir avec discrétion les alertes spontanées des collaborateurs et des bénévoles, portant sur tout acte contraire à la loi ou à l'éthique.

4. Mission et compétences

Gardien des bonnes pratiques, le rôle du comité d’audit est d’assurer un contrôle périodique et une veille active sur les domaines ci-après listés :

4.1. Règles de gouvernance et de déontologie

Le comité d’audit s’assure que les dirigeants, les collaborateurs et les bénévoles respectent les règles de gouvernance et de déontologie ainsi que les procédures rédigées existantes. Dans ce cadre, il contrôle les éventuels frais des dirigeants afin de s’assurer qu’ils ne constituent pas une rémunération indirecte. Le contrôle écarte notamment les dépenses somptuaires et celles engagées hors de l’activité sociale

Il définit les outils et la méthodologie de travail lui permettant de mener à bien cette mission.

Il rapporte au Conseil d’Administration et lui fait part de son avis sur le respect des règles de gouvernance (ce qui inclut la façon dont sont appliquées les procédures) et de déontologie.

Le cas échéant, le comité d’audit est force de proposition dans ses recommandations visant à améliorer et à renforcer les règles de bonne gouvernance et de déontologie ainsi que leur efficacité et leur respect.

Enfin, le comité d’audit alerte le Conseil d’Administration sur les éventuelles dérives constatées en matière de prévention de la corruption, de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme (LCB-FT).

4.2. Gestion des risques

Le comité d’audit prend connaissance des risques identifiés ainsi que leurs éventuels impacts dans la cartographie des risques. Il les analyse et en contrôle la pertinence avant de les valider.

Compte tenu des risques liés à la communication identifiés par l’Association, le comité d’audit s’attache notamment à l’analyse du type d’opérations de communication, ou de déclarations - ou leur absence - pouvant mettre en cause la réputation de l’Association, et des mesures et consignes prises par l’Association pour les contrôler.

Il s’assure de l’adéquation, de l’efficacité et du respect des mesures de prévention, de détection et de limitation des risques mises en œuvre sur le fondement de la cartographie des risques.

Le comité d’audit veille à ce que la cartographie des risques soit actualisée autant que besoin, en fonction de l’évolution de l’activité et du contexte, et que les politiques et procédures de l’Association qui en découlent soient révisées en conséquence.

Le comité d’audit rend compte annuellement au Conseil et peut émettre des propositions d’évolution ou d’amélioration.

4.3. Réalisation du plan stratégique et contrôle de la bonne affectation des fonds aux projets

Le comité d’audit s’assure que le plan stratégique est revu de façon régulière et que les projets stratégiques définis sont réalisés.

Par ailleurs, le comité d'audit statue régulièrement et après étude sur les affectations de fonds aux différents projets (telle que décidée par le Conseil d'Administration). Il rend compte au Conseil d'Administration. Cette mission de contrôle de l'affectation de fonds aux différents projets s'applique pour l'ensemble des projets de l'Association.

4.4. Contrôle de l'information comptable, financière et recours à des contrôles externes

Le comité d'audit contrôle et analyse les comptes avec l'Expert-Comptable et le Trésorier de l'Association. Dans ce cadre, il s'assure de la lisibilité des informations financières produites.

L'organisation du contrôle de gestion est également soumise au comité d'audit.

En outre, il est rappelé que l'Association a recours à des contrôles externes menés par des experts indépendants pour s'assurer de la réalité et de l'efficacité de ses actions. Dans ce cadre, le comité d'audit est destinataire des études d'impact et des rapports des experts indépendants et des contrôleurs publics qui permettent de s'assurer par sondage de la réalité et de l'efficacité des emplois des fonds.

4.5. Mise en place et suivi du processus de renouvellement des habilitations

Le comité d'audit s'assure que l'organisation de l'Association prend en compte les risques mis en évidence par les autorités d'habilitation.

4.6. Divers

Il est rappelé qu'à date, le cumul d'un emploi rémunéré et d'une fonction d'administrateur au sein de l'Association est interdit. Néanmoins, si cette règle devait évoluer, l'effectivité de la mission salariale d'un administrateur en situation de cumul fera en tout état de cause l'objet d'un contrôle par le comité d'audit en sus de celui du Conseil d'Administration.

Il est rappelé que la mission du comité d'audit doit s'entendre comme une notion de surveillance active des domaines qui relèvent de sa compétence. Le suivi n'implique pas une action en continu du comité d'audit, mais doit lui permettre d'intervenir à tout moment jugé nécessaire ou opportun.

5. Reporting

Le comité d'audit établit pour le Conseil d'Administration un rapport annuel sur le contrôle réalisé et sur les évolutions qu'il propose.

En outre, les compte rendus des réunions du comité d'audit sont transmis au Conseil d'Administration pour information et sont archivés.

Signatures :